

## Nouvelles locales du vendredi 12 décembre 2014

@rib News, 12/12/2014 | Justice - L'ancien porte-parole du FNL-PALIPEHUTU a comparu une 4<sup>ème</sup> fois au parquet général pr<sup>és</sup> la cour d'appel de Bujumbura le matin de ce vendredi. Pasteur Habimana (photo) devrait répondre, en présence de son avocat, des all<sup>ég</sup>ations port<sup>ées</sup> contre lui par la communauté des Banyamurenge. Il affirme qu'il n'a pas pourtant été entendu parce que son avocat n'a pas voulu s'exprimer avant d'avoir ajouté que le ministre public a voulu forcer cette s<sup>anc</sup>e mais qu'il a refusé de plaider en l'absence de son avocat. Il a été sorti. Signalons que l'affaire a été remise à lundi prochain. Il affirme ne pas comprendre cet acharnement donné que tous les signataires des accords de cessez-le-feu bénéficient d'une immunité provisoire. Il voit plutôt que l'affaire ne concerne que la CVR mise en place. [bonesha/rtr]

| Politique - La présidence de la République du Burundi a annulé la dernière minute une conférence publique que le président Nkurunziza devrait donner ce vendredi à la population et aux médias. Selon le porte-parole du président, ce rendez-vous a coïncidé avec d'autres événements importants qui peuvent ne pas permettre à la population de bien suivre cette conférence dans la quiétude. Léonidas Hatungimana parle notamment de la fin des inscriptions pour les élections de 2015, la table ronde entre les bailleurs du Burundi et ce dernier dans le cadre de la mise en application du CCLP II. Il estime que ce rendez-vous ne pouvait être reporté afin de permettre à la population de suivre en temps réel ces autres informations. [rtr/isanganiro/rtnb/rpa/bonesha] - Plus de 400 personnes ont assiégré le bureau de la commune Bugabira dans la province Kirundo ce jeudi. Majoritairement membres des partis politiques de l'opposition, elles venaient pour réclamer des cartes d'identité afin de se faire inscrire pour les élections de 2015. Elles affirment qu'elles ont déposé tout le nécessaire à la commune depuis longtemps mais qu'elles n'ont pas été servies. Les membres du parti au pouvoir eux n'ont même pas besoin de faire la queue. L'administrateur communal de Bugabira défend ces accusations tout en précisant que la raison de cette carence des cartes d'identité est due au fait que les stocks sont vides. Il ajoute qu'il attend que 160 fiches qui pourront être distribuées entre ces personnes. [rpa] - Certains partis politiques dans la province de Makamba ont adressé ce jeudi une correspondance au président de la CEPI Makamba pour dénoncer les irrégularités constatées dans l'opération d'enregistrement des électeurs de la province. Selon ces partis, ces irrégularités s'observent en grande partie en ce qui est de la distribution de la carte nationale d'identité, l'inscription des personnes mineures, les inscriptions multiples, les Imbonerakure qui sillonnent les lieux d'inscription en intimidant les membres des autres partis politiques. Ils ont ainsi demandé que les inscriptions soient invalidées afin de reprendre en bonne et due forme cette opération combien importante pour le pays. Le président de la CEPI Makamba affirme qu'il va s'exprimer après avoir lu cette lettre. Ils ont aussi reçu une copie de cette correspondance au gouverneur de la province Makamba et aux ambassadeurs accrédités au Burundi. [bonesha] - La CENI annonce qu'elle ne peut pas annuler ou invalider les inscriptions des personnes qui se sont faites inscrire pour les élections de 2015 malgré les réclamations des uns et des autres à ce sujet. Elle ajoute par ailleurs qu'elle ne peut pas suspendre ni interrompre cette opération. Selon le porte-parole de cette commission, des erreurs il y en a certes, mais leur importance est tellement moindre qu'elle ne peut pas de nature à affecter tout le processus électoral. Prosper Ntahorwamiye trouve que certaines irrégularités peuvent être corrigées par la CENI alors que d'autres le sont par les autres organes habilités à le faire comme par exemple la justice ou l'administration. Il demande donc à chacun de faire son travail. [rpa/bonesha/rtr] - Alors que les membres de la CVR viennent de prêter serment pour commencer leur travail, le parti Uprona dirigé par Charles Nditije voit la collaboration entre ce parti et cette commission ne peut ne pas se faire. Jean Baptiste Manwangari estime que le travail qu'ils auront à faire est un travail qui reste avant tout national. De son côté, le parti Frodebu Nyakuri trouve que la période de travail de cette commission devrait plutôt s'étendre au-delà de l'année 2008. Le président de ce parti trouve qu'il y a des crimes qui se sont commis au-delà de cette année et méritent un traitement particulier. Madame Eularie Nibizi qui faisait partie de la commission tripartite de consultation populaire trouve que la composition de cette commission n'a pas respecté les souhaits de la population burundaise. [bonesha] | Sécurité - Attaque armée dans le quartier Kizingwe de la commune urbaine de Kanyosha le soir de ce jeudi. Selon des sources sur place, il s'agissait vers 19h quand la mère du Général Alain Guillaume Bunyoni était dans sa parcelle en train de causer avec les policiers qui assurent la garde à cet endroit à visé par des personnes armées qui lui ont blessé sur l'épaule. Agée de plus de 70 ans, elle a été transportée à l'hôpital pour y recevoir des soins. L'administrateur communal de Kanyosha condamne fermement cette attaque et indique que des enquêtes sont déjà en cours. [rpa/rtnb/bonesha/rtr/isanganiro] | Diplomatie - Le BNUB a officiellement mis fin ce vendredi à ses activités au Burundi. Les activités ont été marquées par la descente du drapeau des Nations Unies au BINUB en présence du ministre burundais de la coopération internationale, le vice-secrétaire général des Nations Unies en charge des questions politiques ainsi que le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies. Parfait Onanga Anyanga a profité de cette occasion pour annoncer que le processus électoral burundais connaît des difficultés dues à son début. Il a signalé que les inscriptions des électeurs connaissent une problématique qui nécessite un dialogue constant entre tous les concernés. Il interpelle la CENI à prendre en mains ses responsabilités en cette matière. [rpa/isanganiro/bonesha/rtnb/rtr]